

Journée mondiale de l'alimentation : 16 octobre 1983

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **La Croix-Rouge suisse**

Band (Jahr): **92 (1983)**

Heft 7

PDF erstellt am: **22.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-683375>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



JOURNÉE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

16 Octobre 1983

Le problème de la malnutrition et de la faim dans le monde est l'un des plus pressants de notre temps. Nul ne l'ignore grâce aux moyens modernes d'information. La Journée mondiale de l'alimentation, commémorée cette année pour la troisième fois, vise à mettre à nouveau en évidence les fléaux engendrés par la famine à l'échelle mondiale.

Avec d'autres œuvres suisses d'entraide (Caritas Suisse, l'Entraide protestante suisse, l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière), la Croix-Rouge suisse s'associe à cette troisième Journée mondiale de l'alimentation en sollicitant notamment le soutien financier du public (voir également p. 28).

Par ailleurs, l'article publié aux pages 5 à 8 de ce numéro, sous la rubrique «Dans le monde», décrit par le détail une opération de secours menée par la Croix-Rouge suisse dans un pays du tiers monde – en l'occurrence le Tchad – particulièrement touché par la carence alimentaire.

Photo FAO

Rien ne saurait nous faire accepter que près de 500 millions de personnes souffrent de la faim et de la malnutrition. Les statistiques à elles seules sont impuissantes à refléter ce que ce chiffre représente de maux et de souffrances. La Déclaration de Rome sur la faim, par laquelle s'est conclu le Colloque sur la Journée mondiale de l'alimentation de 1982, lance un appel énergique aux organisations et aux peuples de toutes les nations pour mettre fin à ce fléau. Le maintien des politiques et des attitudes actuelles perpétuera jusque dans le 21^e siècle le scandale de la faim chronique et généralisée. La perspective d'une inégalité persistante et même croissante entre les pays et au sein des pays, dont la faim est une des manifestations, risque d'entraîner des explosions de violence et une déstabilisation politique, ainsi qu'en témoigne l'expérience récente.

Les participants au Colloque de Rome sur la Journée mondiale de l'alimentation 1982 pensent qu'il est possible de supprimer la faim dans le monde d'ici l'an 2000. Nous reproduisons ici quelques extraits de leur Déclaration.



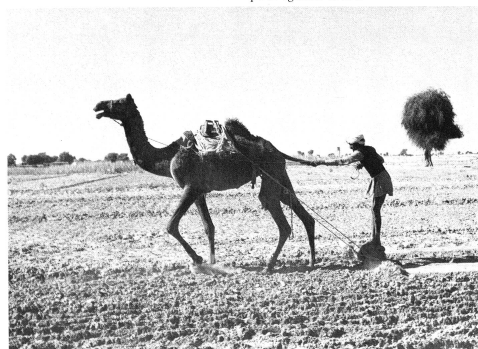
«L'humanité possède les ressources, le capital, les techniques et les connaissances nécessaires pour promouvoir le développement et assurer à chacun de quoi manger à sa faim, aujourd'hui et demain. *Ce qu'il faut, c'est la volonté politique de mettre au premier plan les choses qui comptent vraiment et de donner la priorité absolue à la campagne contre la faim. Voilà le défi opposé aux peuples et à leurs gouvernements.*

La scène internationale est caractérisée par une profonde récession, un chômage croissant et des tensions montantes. Si la gravité des problèmes qui se posent aux pays industrialisés ne doit pas être sous-estimée, la situation de la plupart des pays en développement est encore plus dramatique. La stagnation ou le ralentissement de la croissance, la chute des prix des produits de base, les termes de l'échange défavorable, les taux d'intérêt élevés et l'alourdissement de la dette extérieure aggravent les problèmes de la misère et de la faim. La coopération internationale pour le développement marque un déclin dangereux, juste au moment où elle est le plus nécessaire. Le déclin de la coopération multilatérale en faveur du développement et la forte tendance à l'action bilatérale ou même unilatérale ne font qu'accroître la division du monde en zones d'influence, division qui a dans le passé provoqué de graves conflits mondiaux.

Quelle est la situation alimentaire des pays en voie de développement?

Si certains pays ont réussi à accroître leur production alimentaire plus vite que n'augmentait leur population, beaucoup d'autres n'y sont pas parvenus et la faim et la malnutrition continuent d'accabler des centaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Or, toute personne a un droit fondamental d'être à l'abri de la faim. (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 11.) La communauté internationale a pris conscience du caractère prioritaire et des dimensions du problème alimentaire mondial. Ce qu'il faut maintenant, c'est agir conformément aux engagements et aux promesses formulés ou réitérés à l'occasion de toute une série de conférences de haut niveau. Pour le succès d'une stratégie alimentaire et agricole, nous demandons instamment que soient intensifiés les efforts en vue de négocier des accords de produits. Nous notons à regret que les décisions prises dans le cadre du Programme intégré de la CNUCED sur les produits de base

L'accès des paysans à la terre, à l'eau et des techniques agricoles appropriées permettraient d'améliorer le rendement de la production agricole. Ce chameau est utilisé dans une ferme expérimentale pour égaliser le sol.



10



n'ont pas été suivies de négociations fructueuses. Il faudrait relancer les efforts en vue de parvenir à un arrangement international sur les céréales comportant des dispositions adéquates sur la sécurité alimentaire pour les faire aboutir au plus tôt. Il faudrait constituer dans les pays en développement, avec une assistance internationale, des réserves et des infrastructures nationales de sécurité alimentaire. Par les canaux internationaux, il faudrait fournir une aide alimentaire plus importante, pas seulement pour faire face aux situations d'urgence, mais pour promouvoir le développement tout en prenant soin de ne pas décourager la production alimentaire nationale.

Nous demandons aussi que les gouvernements définissent ou révisent leurs objectifs de politique alimentaire, attribuent une priorité élevée à l'alimentation et à l'agriculture et allouent suffisamment de ressources à ce secteur pour satisfaire la demande croissante et assurer l'autosuffisance de leur pays en aliments de base. Les gouvernements devraient se rappeler que, selon l'estimation de la FAO, les besoins d'aide extérieure pour l'alimentation et l'agriculture quadrupleront, en valeur réelle, d'ici la fin du siècle.

La production alimentaire devrait au moins doubler au cours des vingt prochaines années dans les pays en déve-

loppement. L'agriculture doit être modernisée et intensifiée. Il faut stimuler la production et la productivité des cultures vivrières, notamment au moyen de politiques de prix appropriées. Des mesures s'imposent concernant l'accès équitable à la terre, à l'eau et aux autres ressources naturelles, la sylviculture et la pêche, et pour éviter des dégâts écologiques, qui ne peuvent être réparés qu'à très grands frais.»

Nous pourrions allonger la liste des propositions contenues dans la Déclaration des participants au Colloque de Rome sur la Deuxième Journée mondiale de l'alimentation. Nous nous bornerons à affirmer que l'étude de la FAO Agriculture, Horizon 2000, a mis en évidence l'ampleur de la tâche à réaliser par les pays en développement. Mais si un large consensus se dégage sur les objectifs et les stratégies à adopter pour le secteur agricole, il est plus difficile de passer aux actes en adoptant et en appliquant des politiques réalistes. Le problème de la faim est un problème politique, économique, financier, commercial et... moral. Que l'on se souvienne aussi que la pauvreté est le plus dangereux des maux. A nous, qui sommes partisans d'un commerce internationalisé aux dimensions de la planète, de nous en souvenir et de la combattre par tous les moyens à notre disposition. ■

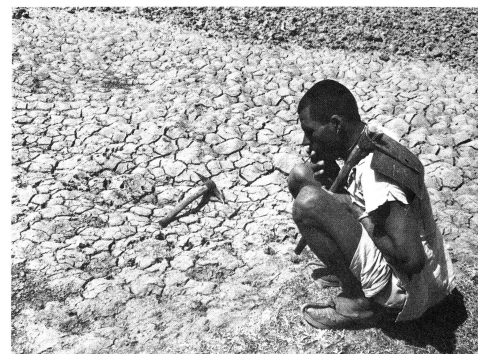
En Inde, le gouvernement procure des emplois en donnant un salaire aux familles qui creusent des puits ou des réservoirs. Elles pourront ensuite acheter ces terrains aménagés.

Le problème de la faim est aussi un problème commercial. Les grandes proclamations concernant l'élimination du protectionnisme qui frappe les exportations agricoles des pays en développement n'ont pas été suivies d'effets pratiques. Il faut que les efforts en vue de négocier des accords de produits aboutissent.

Lorsque la pluie ne vient pas, des millions d'êtres souffrent de la faim. Des grands travaux d'irrigation permettraient d'apporter un remède.



Photos FAO



11